



A PARTIR DU 5 DECEMBRE : ON BLOQUE TOUT PAR LA GREVE!

NOVEMBRE 2019

SOMMAIRE

PAGE 2 :
ACTUALITÉ SOCIALE
CET ORDRE SOCIAL DOIT CHANGER

PAGE 3 :
INTERNATIONAL
REVOLTE SOCIALE AU CHILI

PAGE 4 :
MÉMOIRES OUVRIÈRES
AOÛT 1953 : GREVE GENERALE
CONTRE REFORME DES RETRAITES

Le 6 novembre dernier, le Comité Confédéral National (CCN) de la CGT a formulé un appel à la grève interprofessionnelle à partir du 5 décembre, appelant tous les syndiqués et travailleurs à « rejeter en bloc le projet gouvernemental de réforme des retraites. ».

Impulsée par les travailleurs de la RATP, l'appel à la grève le 5 décembre a fait tache d'huile. Semaine après semaine, des grosses fédérations CGT et syndicats représentant des secteurs structurants de l'économie (industries chimiques, services publics, transports, énergie, éducation, éboueurs, cheminots...) ont lancé des appels convergents à la grève reconductible. Le rôle primordial des syndicats locaux dans la construction de la mobilisation a été rappelé par le CCN de la CGT qui appelle les structures syndicales à « organiser des Assemblées Générales unitaires » d'ici le 5 décembre pour construire la grève, et le 6 décembre pour « décider collectivement des suites de la mobilisation ».

Nous avons besoin d'une stratégie syndicale offensive

Au-delà du 5 décembre, nous avons tous besoin d'un plan de bataille CGT, d'une stratégie CGT au service d'un projet CGT de salut de la retraite par répartition et de notre Sécurité Sociale, et non d'une mise en scène d'un « dialogue social » inefficace et démobilisateur.

A l'image de la lutte victorieuse menée en 2006 contre le Contrat Première Embauche (CPE), cette stratégie syndicale pourrait, par exemple, s'articuler autour d'une grève reconductible pour paralyser des secteurs structurants de l'économie, d'actions de blocages de la production coordonnées grâce à nos Unions Départementales. Ce plan d'action pourrait aussi s'appuyer sur des appels à la grève générale et aux manifestations interprofessionnelles et intergénérationnelles (avec les jeunes et les retraités) dans tout le pays, au moins deux fois par semaine, par exemple chaque mardi et samedi.

Une telle stratégie offensive serait d'autant plus forte qu'elle pourrait facilement s'appuyer sur le formidable maillage territorial que représentent nos Unions départementales et nos Unions locales et en faisant la jonction avec les sections de retraités, les comités de privés d'emplois, les organisations de jeunesse, les associations et les Gilets Jaunes progressistes. C'est cette unité dans l'action, l'expression des pratiques de la démocratie ouvrière à la base au travers les Assemblées Générales, qui nous permettra de rester soudés pour repousser les tentatives de divisions du pouvoir, avec la complicité des syndicats jaunes comme la CFDT, avec qui il ne saurait être question de « syndicalisme rassemblé »...

Non au plan B : tous ensemble, battons-nous pour imposer notre plan CGT !

Nous devons repousser tout « plan B », toute « clause du grand-père », qui sont des pièges patronaux afin de faire passer le principe de la casse de notre retraite par répartition, en acceptant un délai dans la mise en œuvre, pour « sauver » certains régimes spéciaux au détriment du régime général, ou « sauver » les travailleurs actuels au détriment des jeunes générations.

Restons solidaires pour gagner tous ensemble, au lieu de perdre chacun séparément !

Faisons reculer le gouvernement sur ses projets antisociaux, imposons notre plan CGT :

- Retraite à 60 ans pour tous, 55 ans pour les métiers pénibles,
- Hausse des cotisations patronales, arrêt de tout exonération,
- Retour au calcul des pensions sur les 10 meilleures années,
- Plein emploi et augmentation générale des salaires !

C'est maintenant ou jamais : « plus un pas en arrière » !

POUR NOUS PERMETTRE DE POPULARISER LES POSITIONS, ACTIVITES ET COMBATS DE VOTRE ORGA CGT, FAITES NOUS PARVENIR VOS INFOS SUR : UNITÉCGT@GMAIL.COM

VENEZ VOUS INFORMER SUR L'HISTOIRE ET L'ACTU DES LUTTES SUR : WWW.UNITÉCGT.FR



CET ORDRE SOCIAL DOIT CHANGER !

Avec la réforme des retraites, le pouvoir fait face à une coagulation des luttes. Gagner la bataille des retraites, c'est créer les conditions pour faire reculer le gouvernement et les patrons sur TOUS les tableaux.

Un rappel de la guerre sociale : Un Etat de régression sociale permanente

Macron et son gouvernement ont amplifié les politiques menées par leurs prédécesseurs, de gauche comme de droite. Ils remettent en cause toutes les formes de salaire différé (chômage, santé, retraites...), détruisent notre modèle de protection sociale, privatisent des services publics, cassent ou accompagnent la fin de monopoles publics (FDJ, ADP, SNCF, EDF...)

Ils organisent un marché du travail à prix cassés, suppriment des mesures de protection en cas de licenciement, imposent la possibilité pour le patron de modifier unilatéralement tout contrat de travail.

Ils privatisent la formation et l'apprentissage, diminuent brutalement le nombre de fonctionnaires, « réforment » le Baccalauréat, transforment en profondeur l'appareil judiciaire, la constitution, Ils organisent la casse de l'hôpital public et tous les services de santé sont en sous effectifs, pour raison financière.

Ils se gavent de milliards d'euros du contribuable avec le CICE et le CIR et suppriment l'ISF. Ils laissent nos anciens crever dans des EHPAD hors de prix et insalubres. Ils baissent les APL et augmentent les taxes sur l'eau, le gaz, l'électricité, l'alimentation et le carburant.

Toutes ces mesures ne tombent pas du ciel, elles ne sont pas prises par hasard ou par incompétence. Ce rouleau-compresseur sert bien une logique : celle des marges des entreprises, du profit. Si les travailleurs, chômeurs, retraités vivaient déjà dans une précarité de plus en plus intolérable, des millions de français aux revenus les plus modestes ont de plus en plus de mal à vivre. Et même à survivre.



**A PARTIR DU 5 DECEMBRE
TOUS EN GREVE !**



A partir du 5 décembre, on bloque tout !

Arrivé au pouvoir sans disposer d'une adhésion majoritaire à son programme, Macron n'a pas d'autre solution que de durcir la démocratie par l'autoritarisme et la violence d'Etat contre les manifestants. Les dizaines d'éborgnés et les milliers de blessés par des tirs de LBD sont des témoins vivants de l'autoritarisme des ultras de la finance.

Si le mouvement des gilets jaunes a montré le sursaut d'une partie de la classe des travailleurs tentant de se placer en légitime défense, il n'a malheureusement pas obtenu le changement de société attendu. Il en va de même pour les actions syndicales corporatistes.

Or, ce pouvoir qui est aux manettes de la régression sociale ne comprend que le langage du rapport de force.

En clair : il faut TOUT bloquer, paralyser les profits pour forcer les patrons, donc Macron, à plier le genou et le contraindre à négocier sur

la base des revendications exprimées par les travailleurs.

Car nous savons où est l'ennemi : pas seulement à l'Élysée ou dans les palais de la République. L'ennemi, c'est le patronat, véritable maître de l'économie, donc de la politique ! Bloquer l'économie TOUS ensemble, c'est bloquer l'ensemble des marges de manœuvres politiques du patronat. Et donc le forcer à reculer et céder sur nos revendications.

Il n'y aura pas de retour en arrière une fois la réforme des retraites promulguée.

La construction de la grève générale du 5 décembre et de ses suites est donc entre les mains des militants CGT et des travailleurs du pays, actifs comme retraités, avec ou sans emplois, et à personne d'autre. C'est à eux de se prendre en main et de prendre en main leur outil de lutte de classe et de masse historique pour y arriver, la Confédération Générale du Travail.

AU CHILI, LE SOULEVEMENT D'UN PEUPLE CONTRE L'ORDRE NEOLIBERAL !

Contenue depuis des années, la colère sociale a explosé au Chili en octobre. Des affrontements avec l'armée et la police ont eu lieu tandis que plusieurs grèves générales paralysaient le pays à l'appel des syndicats. Une manifestation historique a rassemblé plus d'un million de manifestants à Santiago le 25 octobre. Du jamais vu.

La hausse de 30 pesos du prix du ticket de métro – vitale pour une population chilienne très urbaine et concentrée dans la capitale du pays – a mis le feu aux poudres. Cette hausse est venue en réalité s'ajouter à d'autres augmentations récentes des coûts des services de base, comme celle des tarifs d'électricité (+10,5% début octobre) ou celles des médicaments, qui restent les plus chers de la région. Rappelons que le système de santé, privatisé, ne couvre que 60% des frais médicaux.

Le pouvoir dépassé par l'ampleur de la révolte sociale

Dans un premier temps, la réponse du gouvernement a été de décréter l'état d'urgence et un couvre-feu à 22h, et d'envoyer 20 000 militaires patrouiller dans les rues, une décision inédite depuis la fin de la dictature Pinochet. Puis, devant la pression des manifestants et des grévistes, l'Etat a été contraint d'annuler l'état d'urgence, mais la répression des forces spéciales – police militarisée – s'est intensifiée.

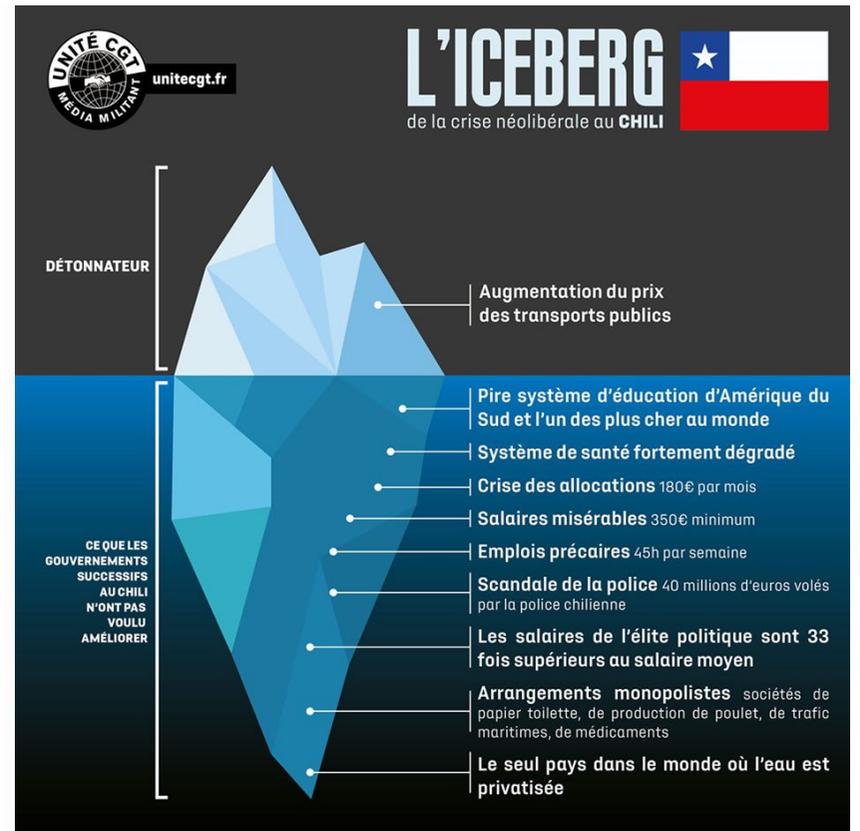
La répression a coûté la vie à 25 personnes, il y a plus de 4 300 détenus, plus de 1 600 blessés, plus de 160 personnes ont été éborgnées par les forces de l'ordre, 19 personnes ont été victimes d'abus sexuels, plus de 133 personnes ont été torturées, tout cela selon des données officielles qui, selon les organisations internationales, sont inférieures aux chiffres réels.

Les raisons de l'explosion sociale au Chili

Ce qui est au cœur de la contestation, c'est la dénonciation d'une société fondée exclusivement depuis la dictature Pinochet sur les lois du marché et l'injustice naturelle d'un système économique favorisant avant tout le capital.

Très vite, le slogan « ce n'est pas 30 pesos, ce sont plutôt 30 ans » a largement été repris dans toutes les manifestations. Les mesurette sociales proposées par le gouvernement pour calmer le soulèvement ont eu l'effet d'un pétard mouillé.

Aujourd'hui, la population chilienne continue à protester face à la précarité qu'elle subit, conséquence des multiples privatisations (système de retraite, des autoroutes, de la santé, de l'éducation et de l'eau) et d'un coût de vie élevé accompagné de salaires bas.



On estime que 70 % de la population gagne moins de 770 dollars par mois et que 11 des 18 millions d'habitants que compte le pays sont endettés.

Plus largement, les manifestants protestent donc contre l'état de régression sociale permanente et demandent un changement de société, la fin du modèle ultralibéral chilien, qui les contraint souvent à s'endetter lourdement pour accéder à l'éducation et aux soins.

Le mouvement social réclame notamment une réforme du système de retraites et une révision de la Constitution, tous deux hérités de la période de la dictature d'Augusto Pinochet. Les syndicats de classe, qui ont reçu le soutien de la Fédération Syndicale Mondiale, appellent également à la démission du président Sebastian Piñera et la mise en place d'une Assemblée constituante chargée d'élaborer un nouveau pacte social.

Un million de manifestants à Santiago le 25 octobre



LA BOLIVIE VICTIME D'UN COUP D'ETAT À LA PINOCHET !

Les médias bourgeois exultent : un coup d'Etat civil, politique et militaire a eu lieu le 10 novembre contre Evo Morales, le président de la Bolivie. Un mandat d'arrêt a été émis contre le leader indien de la gauche socialiste et anti-impérialiste.

Réélu il y a 3 semaines avec plus de 10 points d'avance, Evo Morales, a affronté une puissante offensive de la bourgeoisie bolivienne et des Etats-Unis, fatigués d'attendre une victoire électorale qui aurait mis fin à 13 ans de processus de changement de société.

Présenté comme une démission, le départ d'Evo Morales est le résultat d'un coup d'Etat rendu possible par les chefs de l'armée et de la police qui ont annoncé soutenir l'opposition contre Morales. Ainsi que par le climat de terreur (violences, prises d'otages, incendies volontaires de maisons de syndicalistes ou de soutiens à Morales, humiliations publiques de militants) créé par l'opposition sociale en Bolivie, c'est à dire la bourgeoisie.

Face au complot qui se mettait en place contre le peuple bolivien, la Fédération Syndicale Mondiale avait dénoncé le 8 novembre les tentatives déstabilisatrices de l'impérialisme : « [...] La position ferme de la FSM a été et continuera d'être que les peuples sont les seuls qui ont le droit de décider de leur présent et de leur avenir, sans ingérences extérieures. [...] En ce sens, nous exprimons notre solidarité avec la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) affiliée à notre grande famille syndicale et appelons le peuple bolivien à renverser les plans impérialistes, à rejeter toute tentative de coup d'Etat et à lutter pour l'émancipation de la classe ouvrière bolivienne, contre l'exploitation de l'homme par l'homme. »

AOUT 1953 : GREVE GENERALE VICTORIEUSE CONTRE UNE REFORME DES RETRAITES

Au mois d'août 1953, en pleine période des congés pour les salariés, une grève générale obligea le gouvernement à abandonner ses décrets-lois imposant le recul de l'âge de la retraite des fonctionnaires.

Alors que l'armée française s'enlisait au Vietnam, le budget militaire représentait 35% du budget de l'État français. Le financement de la guerre d'Indochine constituait en réalité un gouffre sans fin pour l'État français qui souhaitait pouvoir maintenir par la force son Empire colonial.

Dans ces conditions, le pouvoir chercha des solutions pour faire payer aux Français une guerre impopulaire et injuste. L'objectif du gouvernement, auquel participait entre autres François Mitterrand, était d'imposer un recul de deux ans de l'âge de départ en retraite de tous les fonctionnaires, qui était alors à 65 ans pour les services sédentaires et à 58 ans pour les services actifs.

Pour faciliter la mise en place de ces mesures antisociales, l'Assemblée nationale vota alors des pouvoirs spéciaux, autorisant le gouvernement à diriger le pays par décrets-lois.

La grève générale paralyse tout le pays

Le 4 août, alors que les projets du gouvernement étaient soumis au Conseil supérieur de la Fonction publique, la CGT appelait à organiser des pétitions, des délégations et un débrayage d'une heure contre les décrets annoncés. Dans les jours qui suivirent, le mouvement social fit tâche d'huile, partant des PTT de Bordeaux et s'étendant au reste du pays dans d'autres secteurs, concernés eux aussi par les décrets lois.

A l'appel de la CGT, une grève d'avertissement de 24 heures, très suivie par les fonctionnaires et les travailleurs de l'État, eut lieu le vendredi 7 août. Postiers, cheminots, gaziers, travailleurs du métro, mineurs, ouvriers des Arsenaux et de la Régie des Tabacs... ils avaient tous répondu à l'appel de la CGT et cessé le travail.

Le lundi 10, la grève paralysait la Poste et les mines. Le mardi 11, jour de publication des décrets-lois au Journal officiel, la grève devint générale, perturbant très fortement les services publics et les entreprises de l'État,

et s'étendant de la SNCF aux banques en passant par les assurances, la métallurgie, l'industrie chimique..

À son point culminant, la grève fut suivie par quatre millions de travailleurs. Elle dura jusqu'au 25 août, paralysant totalement le pays malgré les tentatives de réquisitions et les condamnations de grévistes.

Face au risque de devoir affronter en septembre un mouvement social massif et combatif, et qu'il jugeait dangereux pour l'ordre social, le gouvernement recula et abandonna ses projets. La grève était victorieuse.

Trois leçons à retenir de cette grève victorieuse et pourtant méconnue

1) Les retraites, comme toute la protection sociale ou n'importe quel droit et acquis social a toujours été, et sera toujours, menacé d'attaque dans un système capitaliste. Et, à face à ces attaques, le mouvement ouvrier a toujours répondu, et répondra toujours par la lutte.

2) La grève générale victorieuse de 1953 a rassemblé près de 4 millions de grévistes. Certes, le niveau d'organisation ou l'état du rapport de force en 2019 entre la classe ouvrière et les capitalistes, ne sont pas similaires à ceux des années 50. Mais, d'une part il ne tient qu'à nous d'inverser la vapeur. Et d'autre part, force est de constater que deux semaines de grèves générales auront suffi en 1953 à faire reculer le gouvernement.

3) La force des travailleurs, lorsqu'ils sont organisés et agissent ensemble, en même temps, est capable de paralyser le pays à tout moment, même en plein été, même face à des décrets-lois.

Bien que méconnue, la grève de 1953 est un magnifique contre-exemple à lancer au visage de tous ceux qui aujourd'hui comme hier cherchent à provoquer la résignation chez les travailleurs, en leur expliquant que le combat de classe ne sert à rien, qu'il faut négocier avant de lutter.

A moins d'un mois d'un mouvement social de grande ampleur pour obliger Macron et les patrons à reculer sur leur projet de casse de notre système de retraites, la grève générale victorieuse de 1953 démontre que nous pouvons gagner lorsque nous disposons d'une stratégie syndicale offensive et que les travailleurs s'unissent dans la lutte.

UNITE CGT : QUI SOMMES-NOUS ?

Collectif de journalistes-militants syndiqués à la CGT, nous avons décidé de lancer un nouveau média militant indépendant dédié aux luttes syndicales d'hier et d'aujourd'hui.

Ce journal n'est pas celui de la Confédération Générale du Travail, ni d'une organisation professionnelle ou territoriale de la CGT, encore moins celui d'une tendance ou d'une fraction.

Unité CGT est un média militant indépendant tenu par des syndicalistes CGT attachés à la promotion et au renforcement du syndicalisme de classe, de masse, démocratique et internationaliste, incarné par la CGT depuis 1895.

Vous trouverez sur le site www.unitecgt.fr l'actualité des luttes syndicales en cours, des interviews, des analyses et des focus sur la mémoire des luttes ouvrières conduites par la CGT jusqu'à aujourd'hui.

Le site Unité CGT a aussi vocation à publier les positions, les contenus, les revendications des organisations de la CGT et à populariser le combat syndical partout sur le territoire.

A l'heure où la presse patronale martèle la pédagogie de la résignation et de la capitulation face au gouvernement Macron, qui suit l'agenda du MEDEF, il est temps de renforcer la presse ouvrière par la multiplication de médias militants comme autant de relais à la voix du syndicalisme de classe et de combat.

**RETROUVEZ NOUS
SUR UNITECGT.FR !**